

Discours de M. Barroso, président de la commission européenne

"À enjeux exceptionnels, mobilisation exceptionnelle"

2008

La présentation des décisions du "Grenelle" s'est faite en présence de José Manuel Durão Barroso, Président de la Commission européenne.

Monsieur le Président de la République,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Monsieur le Sénateur,

Mesdames et Messieurs,

Je tiens tout d'abord à vous remercier chaleureusement de m'avoir invité à partager avec vous le point d'orgue de votre "Grenelle de l'environnement". En associant l'Europe à cette réunion importante aujourd'hui, vous envoyez un signal fort : la France et l'Union européenne travaillent en tandem pour lutter contre le changement climatique.

En passant, je vous remercie aussi, Monsieur le Président de la République, d'avoir permis aux "non-Hexagonaux" ici présents d'enrichir leur culture générale française en découvrant toute la charge sémantico-politique du nom de "Grenelle". Je suis certain que le Sénateur Al Gore ne me contredira pas !

Allow me to reiterate my warmest congratulations to Al Gore for his much deserved Nobel Peace Prize. It is just recognition for his tireless efforts in raising global awareness of this most global of challenges. And in tackling this global challenge, we must adopt global solutions. Only if Europe and the United States - which have a special responsibility - take the lead, will the world be able to prevail in this difficult but crucial endeavour.

Le grand défi du 21e siècle auquel nous sommes tous confrontés - enrayer le changement climatique - n'est pas impossible à relever. Mais pour réussir, il faut une stratégie complète et des mesures fortes. Cette stratégie et ces mesures doivent être bien articulées aux niveaux européen et national, pour permettre des synergies efficaces. C'est tout le sens du Grenelle de l'environnement pour la France.

Je voudrais ici saluer l'engagement du Président de la République, Nicolas Sarkozy, dans le défi de la lutte contre le changement climatique. Je salue l'engagement de la France et de la société française toute entière.

J'ai l'honneur de compter parmi mes conseillers de haut niveau sur l'énergie et le changement climatique Nicolas Hulot, que je veux remercier publiquement pour sa contribution et ses efforts .

Nous connaissons tous l'enjeu. Nous savons tous que le changement climatique porte atteinte aux équilibres écologiques. Nous savons tous que le changement climatique fait peser une menace sur nos sociétés et nos économies. Nous savons tous que si nous agissons rapidement en prenant des mesures à la hauteur de l'enjeu, nous avons de vraies solutions entre les mains. Mais nous savons aussi tous que l'efficacité de ces solutions dépend de la participation de la communauté internationale à l'indispensable effort commun.

Si la lutte contre le changement climatique est une nécessité qui s'impose à nous, je crois qu'il faut

surtout en faire un projet de société mobilisateur, comme vous le faites aujourd'hui. La forte participation à votre consultation prouve que c'est le cas. Maintenant, il faut agir.

Une économie sobre en carbone promet d'immenses avancées sur le plan du bien-être et de la santé des citoyens, bien entendu, mais aussi de la croissance économique, des emplois durables, du développement de notre savoir-faire industriel dans les énergies renouvelables, de l'innovation et de la recherche. Sans oublier les avantages d'une énergie mieux utilisée, plus propre et plus sûre.

À enjeux exceptionnels, mobilisation exceptionnelle. Pour nous, Commission européenne, l'Europe se doit de donner une réponse à la lutte contre le changement climatique. Ce doit être une priorité. L'Europe a pris la tête d'une nouvelle révolution industrielle. Les deux piliers climatiques et énergétiques de la stratégie qu'elle a adoptés conjointement cette année, et qui s'accompagnent d'un plan d'action détaillé, ont même une portée historique. Historique par leur ambition et historique par leur approche intégrée. Ils font de l'Union une exception dans le monde : nous sommes les premiers à avoir des objectifs régionaux contraignants de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Cette longueur d'avance nous donne du poids pour entraîner la communauté internationale avec nous dans la lutte contre le réchauffement planétaire.

L'Union européenne s'est fixé un cap très clair et elle doit s'y tenir. Elle doit réaliser ses objectifs contraignants pour parvenir, en 2020, à réduire de 20% ses émissions de gaz à effet de serre par rapport au niveau de 1990. C'est une question de crédibilité. Il faut que les États membres appliquent résolument les mesures auxquelles ils ont souscrit. Je suis convaincu que l'éthique de la responsabilité jouera à plein.

La lutte contre le changement climatique touche de très nombreux aspects - de la biodiversité, des transports et de l'environnement urbain à des modes de production et de consommation durables, en passant par la nécessité d'une nouvelle gouvernance et d'un développement écologique favorable à la compétitivité et à l'emploi. Mais elle est avant tout indissociable de la question de l'énergie. La politique énergétique que la Commission a proposée pour l'Europe s'inscrit aussi dans cette logique globale : stimuler la compétitivité européenne, préserver nos objectifs environnementaux et assurer la sécurité de notre approvisionnement. Une des mesures prévues concerne le marché unique de l'énergie, qui doit être plus intégré pour être plus efficace et pour tirer toute la valeur ajoutée d'une Union à 27.

Il est désormais temps pour l'Union de prendre des dispositions vigoureuses. C'est ce que la Commission européenne va proposer en janvier prochain. Nous allons poser sur la table un train de mesures énergétiques et climatiques pour accélérer le passage de l'Europe à "l'économie à faible teneur en carbone". Nous allons renforcer notre mécanisme d'échange de quotas d'émissions. Sur ce point, seul un marché intégré et libéralisé de l'énergie peut garantir le succès d'un marché européen du carbone et un fonctionnement crédible et optimal de notre système d'échange de quotas. Nous allons accroître l'efficacité énergétique de tous les secteurs économiques. Nous allons encourager le développement des énergies renouvelables et proposer la part que ces énergies doit avoir dans chaque Etat membre. Nous allons faire des propositions concernant la capture et le stockage du CO2. Enfin, nous ferons aussi des propositions sur la part de réduction des émissions de gaz à effet de serre que devra assumer chaque État membre.



Ces propositions ne se feront pas de façon arbitraire et la Commission va consulter chaque État membre pour fixer les objectifs nationaux à atteindre pour les émissions de gaz à effet de serre et les énergies renouvelables.

Le système auquel nous travaillons prendra en compte la spécificité et le point de départ particulier de

chaque Etat membre. Dans le cas de la France, il faudra notamment considérer que ce pays produit une énergie à faible intensité de carbone en recourant au nucléaire. En ce qui concerne les énergies renouvelables, la France dispose d'un large potentiel de développement - vent, soleil, biomasse, terres agricoles fertiles - et elle est bien placée pour tirer parti des possibilités qu'offre la demande de plus en plus forte de technologies qui font appel aux énergies renouvelables.

Dans sa stratégie de réponse aux enjeux de la mondialisation, l'Union européenne entend bien développer l'« éco-innovation ». Pour l'environnement, pour les ressources naturelles, mais aussi pour la compétitivité et l'emploi en Europe. Les secteurs de l'industrie « verte » - technologies respectueuses du climat, lutte contre la pollution de l'air, gestion des eaux usées et technologies du recyclage - représentent d'ores et déjà un tiers du marché global, soit 600 milliards d'euros par an. L'industrie verte connaît depuis quelques années une croissance annuelle d'environ 5% et elle emploie directement plus de 2 millions de personnes.

L'Union européenne doit conserver son avance mondiale dans le domaine des écotechnologies.

L'Europe a aussi choisi de consacrer une part nettement accrue du budget de son 7e programme-cadre de recherche à l'atténuation du changement climatique et aux technologies des secteurs de l'énergie et du transport. De 2007 à 2013, elle consacra 2,3 milliards d'euros à la recherche sur des sources d'énergie plus durables et 4,1 milliards d'euros à la recherche sur des systèmes de transport paneuropéens intégrés plus verts et plus intelligents.

Ces quelques exemples montrent bien que l'Europe est en pointe. Elle prend des initiatives ambitieuses et courageuses. Elle trace le chemin à suivre et ouvre la voie. Elle apporte sa contribution en jouant de sa taille et en mettant en place des mécanismes communs innovants.

Mais le changement climatique est une question par nature planétaire. C'est pourquoi la conférence des Nations unies de décembre à Bali est si importante. L'Europe propose, si les autres pays industrialisés la suivent pour "l'après-2012", d'aller encore plus loin en portant l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre à 30%. Il faut qu'à Bali, nous empruntions les bons rails pour engager la négociation mondiale et prolonger la dynamique de Kyoto. La volonté politique de s'attaquer au défi climatique est là, comme nous en avons eu confirmation à l'Assemblée générale des Nations unies il y a un mois. Mais nous avons encore du chemin à parcourir pour faire converger les points de vue. Je pense surtout au besoin de définir à Bali un chemin qui nous permette de prendre des décisions à Copenhague en 2009. Ce que je peux dire en tout cas, après le sommet du G8 à Heiligendamm, c'est que c'est l'Europe qui imprime l'élan. Elle doit continuer à donner l'exemple et à prendre l'initiative.

Mesdames et Messieurs,

Je ne peux pas conclure cette brève mise en perspective européenne de la lutte contre le changement climatique sans évoquer d'un mot le traité modificatif que l'Union a adopté il y a une semaine à Lisbonne. Ce traité fait franchir à l'Europe une étape très importante pour son avenir.

Nous avons besoin de ce traité. Pour de multiples raisons. Mais la première de toutes, c'est que ce traité va renforcer la capacité d'agir de l'Europe pour apporter des résultats concrets à nos citoyens dans les domaines qui les préoccupent - croissance, emploi, innovation, migrations, sécurité, place de l'Europe dans le monde. Nous avons ouvert la voie à des institutions européennes plus fortes et plus efficaces pour prendre les réalités du 21e siècle à bras-le-corps. Le traité va nous donner des moyens plus efficaces de relever, notamment, les défis du changement climatique et de la politique énergétique. Le traité de Lisbonne mentionne pour la première fois explicitement le changement climatique comme un des domaines d'action de l'Union européenne.

Après une réflexion institutionnelle qui aura duré six ans, il est temps de passer à la vitesse supérieure. Le général de Gaulle disait que "les plus nobles principes du monde ne valent que par l'action". Alors, pour laisser une planète viable aux générations futures, nous n'avons qu'une chose à faire : agir, agir avec détermination et agir ensemble. Il n'y a pas une minute à perdre.

L'Europe est à la pointe mondiale de la lutte contre le changement climatique. Je suis heureux que la France soit prête à prendre la place qui est la sienne dans ce combat. Ensemble, nous réussirons !

Copyright © Site de l'Association Adéquations - <http://www.adequations.org/spip.php?article516>